

*Taxe d'accise—Loi*

Ce dont nous avons réellement besoin, à mon avis, c'est d'un ensemble de lignes de conduite réalistes et à long terme. La proposition à l'étude en est manifestement dépourvue. En vue de favoriser la croissance économique du Canada, le gouvernement a pour rôle d'encourager et d'offrir l'initiative et le stimulant qui agiront pour le bien des individus dans la société et de veiller à ce que l'économie canadienne serve le bien commun de tous les Canadiens. Il est nécessaire de combiner la croissance économique, la stabilité des prix, la justice fiscale et le développement régional. Cela n'empêcherait pas la nécessité d'un contrôle ou d'une participation du gouvernement dans certains domaines. Il ne faudrait pas, toutefois, que l'État étouffe la capacité des Canadiens de prendre leurs propres décisions dans le cadre de l'ordre social et de la justice économique. Pour établir l'économie sur une base solide, le gouvernement devra prendre des mesures originales faisant appel aux possibilités des gens eux-mêmes.

Un raisonnement personnel et un jugement politique sains semblent tout à fait étrangers au gouvernement libéral actuel. Le bill prévoyant la taxe d'accise de 10 cents sur l'essence le prouve, selon moi. Ce bill ne fera rien de plus que créer une bureaucratie pour l'administrer et voler 10 cents au consommateur sur chaque gallon d'essence consommé. Les propositions budgétaires du ministre des Finances (M. Turner) représentent une hausse de 15 cents pour les conducteurs de véhicules motorisés et de 20 p. 100 sur le coût du chauffage. Cela apportera près de deux milliards de dollars de revenus supplémentaires, mais, je le répète, la majeure partie de ces fonds iront au gouvernement et non à l'expansion des ressources énergétiques. La totalité de la taxe d'accise de 10 cents sur l'essence revient à Ottawa et les cinq sixièmes de la hausse de \$1.50 le baril de pétrole iront aux provinces productrices et au gouvernement fédéral.

Cette foire d'empoigne aura de graves répercussions au Canada et fera monter sensiblement l'indice des prix à la consommation. Elle nuira à notre industrie touristique et des loisirs et touchera encore plus durement notre industrie de l'automobile et ses 100,000 employés, juste au moment où la relance s'amorçait. Le ministre des Finances a parlé de nouvelles réalités, mais, à mon avis, il a totalement passé sous silence d'autres réalités importantes telles que les emplois, la croissance économique et la modération des prix. Aucune politique énergétique qui affaiblit les moyens d'existence de tant de nos citoyens ne peut être sérieuse.

Le ministre des Finances a prôné la modération des dépenses fédérales. Quelle illusion et quel cynisme! Depuis deux ans, les dépenses fédérales ont accusé une hausse vertigineuse de presque 30 p. 100 chaque fois, aggravant ainsi l'inflation. Maintenant que les dégâts sont commis, on nous dit qu'Ottawa propose la voie de l'austérité. Mais parlons-en! Au lieu des 15,000 fonctionnaires fédéraux qui devaient venir grossir les rangs en 1975-1976, 12,000 seulement émergeront à la feuille de paie de l'État au coût de 150 millions de dollars par an. L'austérité véritable aurait été de ne pas augmenter du tout le nombre de fonctionnaires fédéraux. Ainsi, une telle solution aurait épargné un montant de 150 millions de dollars et on aurait pu éviter aux automobilistes cette taxe d'accise de 10 cents.

Le 24 juin 1975, M. C. J. Clark, président de la Canadian Automobile Association déclarait que son association, qui représente 1,250,000 automobilistes canadiens, estime comme étant injuste et excessive l'augmentation annoncée par le gouvernement du prix de l'essence, et qu'il faut réexaminer et réviser immédiatement cette mesure. L'As-

sociation a demandé au ministre des Finances un entretien immédiat pour examiner cette situation qu'elle estime alarmante. Cette augmentation n'est ni plus ni moins qu'une taxe directe et injuste imposée à tous les automobilistes privés et suscite davantage de difficultés financières à la majorité des automobilistes à revenus faibles et moyens. Cette augmentation excessive du prix de l'essence semble être une démarche injustifiée de la part du gouvernement pour augmenter ses recettes aux dépens de ceux qui peuvent le moins le supporter.

Au début de l'année, la Canadian Automobile Association exhortait le gouvernement fédéral à participer à un programme conjoint de conservation de l'essence afin d'éviter la nécessité d'avoir à prendre des mesures draconiennes. Imposer une taxe excessive sous prétexte de vouloir conserver l'énergie et forcer l'automobiliste à recourir aux transports publics, c'est inacceptable. Étant donné que 85 p. 100 des déplacements au Canada se font en automobile et que la plupart des Canadiens doivent se servir de leur voiture pour aller travailler, il n'est pas pratique d'obliger les Canadiens à emprunter les transports publics en imposant des sanctions économiques. Presque tous les voyages de vacances se font en voiture. Une taxe excessive fera baisser les revenus du tourisme. Elle contraindra les Canadiens à renoncer à leurs projets de vacances ou à voyager plutôt aux États-Unis. Elle découragera les touristes américains de venir visiter le Canada.

● (1550)

N'est-ce pas injuste que le gouvernement fédéral impose une taxe directe aussi lourde aux conducteurs de voitures privées tout en épargnant les autres modes de transport, qui consomment eux aussi l'énergie pétrolière? En terminant, je tiens à répéter que c'est le gouvernement qui touchera le gros de cette majoration, qu'il n'en affectera même pas une partie à l'exploration et que c'est une erreur de croire qu'il se soucie de la conservation de notre énergie et de la découverte de nouvelles sources énergétiques.

Le président de la Gulf Oil Canada à Toronto se déclarait inquiet et déçu de voir que le nouveau budget fédéral méconnaissait totalement la cause profonde de la crise actuelle de l'industrie pétrolière, due au fait que les gouvernements récoltaient presque en entier le fruit des hausses, ne laissant presque rien à l'industrie pour accélérer la prospection. Quelle que soit l'attitude adoptée par le gouvernement, l'important pour le public est de se rendre compte qu'aucune partie des fonds perçus grâce à la nouvelle taxe d'accise de 10c. le gallon d'essence ou de la hausse de \$1.50 du gallon de pétrole brut ne servira à la prospection par les sociétés pétrolières. La taxe d'accise peut permettre de réduire la consommation, mais la triste vérité, c'est que le Canada ne peut conserver assez d'énergie pour s'assurer des réserves suffisantes pour l'avenir. Seule une forte stimulation de la prospection le permettra. Il est regrettable que le gouvernement tente de créer l'illusion que le budget permettra d'augmenter la prospection. Il est également regrettable que le gouvernement s'efforce d'imputer ces hausses à l'industrie. Cependant, comme la population sera personnellement touchée, elle saura mieux à quoi seront affectés ses deniers.

Je voudrais revenir à des paroles que je citais plus tôt, des paroles de Lénine que je trouve fort justes et qui disait que la meilleure façon d'anéantir la bourgeoisie est de l'écraser entre les meules de l'impôt et de l'inflation. Ce projet de loi et d'autres propositions gouvernementales me convainquent que le premier ministre (M. Trudeau) et le présent gouvernement sont d'ardents partisans de Lénine.